

La CGT attaque sur tous les fronts

Crise agricole, casse industrielle, chômage... la rentrée sociale est copieuse et le syndicat veut mobiliser.



Plus de 700 militants ont participé hier au meeting interrégional de la CGT (Bretagne, Pays-de-la-Loire et Basse-Normandie).

Le patronat

À la tribune du meeting interrégional, qui s'est tenu hier à Rennes, Thierry Gourlay, secrétaire régional de la CGT Bretagne (37 000 adhérents), a appelé les militants à « **se mobiliser pour créer un contre-pouvoir** », face aux « **attaques du patronat** ». Le leader régional cite notamment le patron du Medef-Bretagne « **qui propose de faire financer le compte pénibilité par les salariés en situation de non pénibilité** ». Il critique au passage l'attitude du gouvernement, « **qui répond aux attentes du Medef sous prétexte de l'attente de jours meilleurs** ».

Elargir l'audience du syndicat

« **Le salariat a changé avec de plus en plus de précaires.** » La CGT qui fête ses 120 ans cette année, entend donc mobiliser largement. Deux journées d'action nationale sont prévues : le 23 septembre pour la défense des libertés syndicales, et le 8 octobre, pour la défense des salaires.

L'identité régionale

La CGT n'a rien, a priori, contre l'attachement des salariés à leur région, surtout quand l'identité est forte. Mais il prévient : « **la réalité économique dépasse la réalité de l'ancrage régional** ». La mobilisation des Bonnets Rouges contre l'écotaxe a laissé des traces. « **On a vu des patrons défiler dans les rues avec leurs salariés, qui ont cru qu'ils avaient un intérêt commun, remarque Thierry Gourlay. Or aujourd'hui, les seconds ont perdu leur emploi.** »

Pacte d'avenir

Le Pacte d'avenir visait à relancer l'économie bretonne. « **Mais deux ans plus tard, malgré les millions accordés aux entreprises, ce pacte n'a produit aucun effet. Pire, l'agriculture et l'agroalimentaire vont encore plus mal, la navale souffre chez DCNS à Lorient et Brest, la casse industrielle se poursuit.** » Pour la CGT, « **il faut cesser de financer les entreprises, sans contrepartie en terme d'emploi.** »

Laurent LE GOFF.

Les lycées ont besoin de plus de places